

Rose Kabuye retournera vendredi en France, annonce le Rwanda

08/01/2009 - Reuters Rose Kabuye, une proche du président rwandais Paul Kagame mise en examen en France pour l'attentat de 1994 qui avait coûté la vie à l'ex-président Juvénal Habyarimana, retournera vendredi dans l'Hexagone pour y être entendue par la justice, annonce le gouvernement de Kigali. La chef de protocole du chef de l'Etat rwandais, arrivée le 9 novembre en Allemagne, a été extradite vers la France où elle a été mise en examen le 18 novembre pour "complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste".

Le juge d'instruction chargé du dossier, Marc Trévidic, lui avait accordé une permission de sortie pour les fêtes de fin d'année sous réserve qu'elle revienne en France le 10 janvier au plus tard. "Il est très important que Rose Kabuye affronte les accusations pour laver son nom et expose l'imposture judiciaire que constitue cette inculpation", a déclaré Louise Mushikiwabo, porte-parole du gouvernement. "Nous pensons qu'elle comparaitra la semaine prochaine pour entendre les charges à son encontre et présenter pour la première fois sa défense", a-t-elle ajouté. "La date d'un procès sera fixée après cette étape. Il est probable que le tribunal conclura qu'il n'y a pas d'élément et prononcera un non-lieu." Rose Kabuye, qui nie toute implication, est mise en cause pour son rôle présumé dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président hutu Habyarimana, abattu par des missiles sol-air à son atterrissage à Kigali. Onze autres personnes avaient été tuées, dont le président burundais Cyprien Ntaryamira et quatre membres d'équipage français. Cet événement avait marqué le début du génocide. Au total, neuf officiels rwandais sont visés depuis novembre 2006 des mandats d'arrêt internationaux délivrés par la justice française. Le dossier a entraîné la rupture des liens diplomatiques entre Paris et Kigali. En août, le Rwanda a accusé à son tour 33 responsables politiques et militaires français d'implication dans le génocide. Kigali estime que Paris, qu'il accuse d'avoir soutenu le régime Habyarimana, cherche à faire diversion.